

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

LES PROPOS DU MINISTRE D'ÉTAT—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, je m'adresse au ministre des Finances. Il sait sans doute que devant la dégradation tragique de la situation économique au Canada depuis la présentation du budget, son collègue, le ministre d'État pour le Québec a déclaré, et je cite:

[Français]

... il devient nécessaire de poser des gestes concrets pour freiner l'érosion.

[Traduction]

Puis-je savoir si le ministre d'État parlait au nom du gouvernement lorsqu'il a dit cela?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, les observations du ministre d'État, à mon sens, s'inscrivent dans la ligne des commentaires que j'ai faits moi-même, à savoir que nous nous sommes engagés non seulement à minimiser les conséquences du chômage pour les sans-travail mais aussi à former la main-d'œuvre dont on aura besoin d'ici quelques années pour de grands projets de mise en valeur des ressources naturelles dans les secteurs de pointe. Ces mesures novatrices, entre autres, qui visent à renforcer l'économie, peuvent et vont être mises en œuvre dans le contexte actuel. Par conséquent, lorsque le ministre d'État parle de mesures concrètes, il confirme la déclaration que j'ai faite, selon laquelle nous allons nous efforcer de faire tout ce qui est en notre pouvoir dans le contexte d'austérité actuel. Bien sûr, c'est notre politique maintenant et elle ne changera pas.

LES PROPOSITIONS TENDANT À ACCROÎTRE LE DÉFICIT

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, le ministre des Finances a réussi à ajouter encore au mystère qui continue d'entourer le texte véritable de son budget, qu'il a déjà modifié en partie, en ajoutant maintenant qu'il entend le modifier encore davantage. Il a parlé du cadre actuel. Parlant de ce cadre, il aurait dit hier, d'après le *Globe and Mail*:

«J'ai parlé de stimulants fiscaux majeurs, ce à quoi je ne suis pas favorable... Quand je dis stimulants majeurs, j'entends de très gros montants d'argent, de cinq à dix milliards de dollars».

Voilà qui autorise manifestement à penser que, dans le cadre actuel des compressions budgétaires, le ministre envisage d'accroître le déficit de 5 milliards de dollars. Le premier ministre pourrait-il nous dire si le ministre des Finances exprime la position du gouvernement lorsqu'il propose d'accroître le déficit jusqu'à concurrence de 5 milliards de dollars?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, ce serait là une bien malheureuse conclusion, car je tiens à affirmer d'une façon très catégorique que je n'entends pas accepter de propositions susceptibles d'accroître le déficit de 5 milliards de dollars. En réponse à une question précédente, j'ai déclaré que

je n'appuierais et que le gouvernement n'adopterait que des mesures qui pourraient s'insérer dans le cadre général de nos compressions budgétaires. Ce qui veut dire qu'elles devraient être compatibles avec nos efforts pour limiter le déficit. Nous ne saurions abandonner cette politique. Or, une dépense de 5 milliards de dollars constituerait à mes yeux l'abandon complet de la politique de compressions budgétaires que je favorise.

LE MONTANT DES DÉPENSES QUE POURRAIT ENVISAGER LE MINISTRE

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, pourrions-nous savoir quelles sont, aujourd'hui, les limites que le ministre est disposé à envisager? Il a laissé entendre hier qu'elles étaient de 5 milliards. Il le nie aujourd'hui. Quelle est la limite?

● (1420)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je répète que je n'ai jamais dit hier que j'envisageais de dépenser 5 milliards. J'essayais de donner une idée du genre de montant qui pourrait à mon avis être considéré comme un stimulant majeur pour l'économie, par le régime fiscal ou par d'autres moyens. Rien n'autorise à conclure que j'étais disposé à dépenser 5 milliards.

Il faut s'en tenir aux structures fiscales et calculer le coût de toute proposition en fonction de l'objectif général du gouvernement. Je ne mettrai pas de chiffre là-dessus, ni aujourd'hui ni demain.

LES CHANGEMENTS QUI SERAIENT ÉVENTUELLEMENT APPORTÉS AU BUDGET

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, le ministre des Finances prétend qu'il faut respecter les structures fiscales, mais il ne veut pas dire à la Chambre de quoi il s'agit. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration propose un programme coûteux, le ministre d'État propose un nouveau programme onéreux, et madame le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui est absente pour le moment—et peut-être pour toujours—ah! la voilà.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je m'excuse d'avoir parlé un peu trop vite.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social propose un nouveau programme coûteux.

Les doutes qui subsistent sur les mesures budgétaires doivent absolument être dissipés pour que les Canadiens puissent faire des projets. Le gouvernement nous parle du déficit considérable qui nous attend et des nouveaux programmes qui seront mis sur pied, mais il nous sert une version différente chaque jour. Le ministre peut-il nous promettre de préciser publiquement à la Chambre, cette semaine ou tout au début de la semaine prochaine, la nature des changements qu'il compte apporter pour permettre aux Canadiens de savoir exactement à quoi s'en tenir à propos du budget?